

Le « modèle allemand », objet de passions en France

La refonte du système social entreprise par l'ex-chancelier Gerhard Schröder a-t-elle joué un rôle-clé dans la réussite économique du pays, comme le pense Alain Fabre ? Ou bien le dynamisme allemand s'appuie-t-il en réalité sur d'autres atouts mais cache des fragilités, que souligne Guillaume Duval ? Pour Mathieu von Rohr, l'obsession française de l'Allemagne interroge la France sur elle-même

« Un géant en trompe-l'œil »

Mathieu von Rohr
Correspondant du « Spiegel » à Paris

La France s'intéresserait-elle davantage à l'Allemagne que les Allemands eux-mêmes ? C'est du moins ce que l'on pourrait croire. Depuis que je suis arrivé en France, à l'automne 2011, comme correspondant du magazine d'actualité *Der Spiegel*, je suis étonné de la virulence avec laquelle l'Allemagne est traitée par les médias et les hommes politiques.

A l'inverse, les Allemands ne présenteraient pas des soirées entières de débats télévisés à discuter de la France. On n'attend pas non plus des intellectuels et des hommes politiques à Berlin qu'ils se positionnent sans cesse sur la France.

La préoccupation française pour l'Allemagne s'apparente parfois à une obsession. C'est un peu comme si la France devait constamment se mesurer à l'aune de l'Allemagne, qu'il s'agisse du modèle économique, de la notation AAA, de la natalité ou du poids de sa politique étrangère dans le monde. Sans doute cela reflète-t-il, pour de nombreux Français, le manque d'assurance lié à la faiblesse actuelle de l'économie française.

A ce stade, je dois mentionner que, si j'écris pour un magazine allemand, je ne suis pas allemand. Lorsque je me suis expatrié de Suisse vers l'Allemagne, il y a presque dix ans, les Allemands m'étaient aussi étrangers qu'ils le sont pour de nombreux Français. Je ne m'étais pas non plus imaginé que je deviendrais une sorte de représentant de l'Allemagne lorsque j'ai déménagé de Hambourg à Paris.

En attendant, je crois que c'est un avantage de pouvoir écrire sur la relation compliquée entre Allemands et Français sans soi-même être accablé par le poids de l'Histoire. Car elle joue naturellement toujours un rôle, et surtout quand la critique de la politique économique allemande se mélange à de vieux ressentiments.

Par exemple, quand il est reproché à l'Allemagne une « politique à la Bismarck », comme Arnaud Montebourg a pu le faire. Qui connaît l'Allemagne sait qu'en réalité elle se compare plutôt à M. Tur Tur, le géant en trompe-l'œil du livre de Michael Ende, *Jim Bouton et Lucas le chauffeur de locomotive* (Bayard jeunesse, 2004) : « Un être qui paraît d'autant plus grand qu'il est moins proche – raison pour laquelle tout le monde a peur de lui », comme l'a écrit récemment un de

mes collègues dans le *Spiegel*. Plus on s'approche de l'Allemagne, plus elle paraît petite.

Dans le débat français sur l'Allemagne, il m'apparaît surtout que le sujet n'est en réalité pas l'Allemagne, mais la France. La droite a besoin de l'agenda 2010 de Gerhard Schröder pour attaquer François Hollande sur son manque de courage, tout en passant sous silence qu'elle n'en a pas eu pour répondre aux sérieux problèmes du pays quand elle était au pouvoir.

« Dans le débat français sur l'Allemagne, il m'apparaît que le sujet n'est en réalité pas l'Allemagne, mais la France »

La gauche et l'extrême droite, à l'inverse, dépeignent l'Allemagne comme un bastion du néolibéralisme, où la misère sociale règne, ce qui est naturellement une exagération absurde. Cela ne signifie pas que la critique des bas salaires, qui s'est également exprimée dans la campagne électorale allemande, soit fautive. Mais les Allemands aussi croient majoritairement au rôle de l'Etat, ils paient aussi des impôts élevés et le taux de pauvreté y est environ au même niveau qu'en France.

Parfois, je soupçonne les Français de parler tant des réformes en Allemagne pour n'avoir pas à parler d'eux-mêmes, ou finalement ne pas commencer à agir. François Hollande a montré avant tout une chose : il ne veut pas de grandes réformes, dans le meilleur des cas quelques petites, bien qu'il ait loué l'agenda 2010 de Gerhard Schröder voici quelques mois à la fête des 150 ans du SPD.

Pourtant, les problèmes de la France sont toujours apparents. Et je suis certain que l'obsession française de l'Allemagne finira seulement quand ils seront résolus, et que la France redeviendra aussi forte qu'autrefois. ■



MATHIEU VON ROHR est le correspondant en France du magazine « Der Spiegel » depuis l'automne 2011



Le capitalisme rhénan : affaibli ou revitalisé ?

Guillaume Duval

Rédacteur en chef d'« Alternatives économiques », auteur de « Made in Germany. Le Modèle allemand au-delà des mythes » (Seuil, 213 p., 17 euros)

Alain Fabre

Economiste et conseil financier, auteur d'« Allemagne : miracle de l'emploi ou désastre social ? » (Institut de l'entreprise, 70 p., 10 euros)

Le Monde a réuni deux experts de l'économie allemande, dont les avis divergent sur les effets et les leçons à tirer des réformes économiques et sociales entreprises outre-Rhin à l'initiative du précédent chancelier social-démocrate, Gerhard Schröder.

Selon les sondages, Angela Merkel est plus populaire que son challenger Peer Steinbrück, héritier de Gerhard Schröder. Pourquoi, selon vous ?

Guillaume Duval : Je ne pense pas que les Allemands soient réellement fiers du bilan de Gerhard Schröder. Un des atouts de M^{me} Merkel, c'est qu'elle a un peu amélioré la situation sur le plan social.

Alain Fabre : Tout n'est pas parfait dans l'Allemagne d'aujourd'hui, et tous les partis en compétition rivalisent d'imagination pour redéployer la manne de la réussite de ces dernières années. Mais le résultat des réformes, c'est que c'est l'économie la plus robuste d'Europe.

Quel bilan faites-vous des réformes Schröder ?

G. D. : Elles ont affaibli ce qui faisait la force du modèle allemand, en particulier la cohésion sociale du pays, en développant la pauvreté, la précarité et les inégalités. Le système de négociations sociales ne couvre plus désormais qu'une grosse moitié des salariés. La réforme des retraites allemande est louée en France, mais nos voisins sont en train de se rendre compte de la pauvreté terrible qui se prépare pour les personnes âgées. Je suis à peu près sûr d'une chose, c'est qu'ils vont revenir sur cette réforme après les élections, quel qu'en soit le résultat.

Gerhard Schröder a aussi très mal préparé l'avenir en mettant une telle pression sur les dépenses publiques qu'il n'a pas créé de crèches ni d'écoles accueillant les enfants toute la journée. Il a perpétué le problème démographique allemand : c'est M^{me} Merkel qui s'en occupe, et elle a raison. Parallèlement, l'Allemagne est le seul pays de l'OCDE [Organisation de coopération et de développement économiques] où les investissements publics sont inférieurs à l'usure des infrastructures.

L'Allemagne s'en sort donc malgré les réformes Schröder. Elle les a supportées en raison notamment du faible nombre d'enfants, ce qui a permis beaucoup d'économies de dépenses privées et publiques : l'Allemagne dépense 1,5 point de produit intérieur brut de moins que la France pour l'éducation. Notre voisin a perdu 400 000 habitants depuis le début des années 2000, la France en a gagné 4,9 millions. Cette baisse a eu notamment pour conséquence qu'il n'y a pas eu de bulle immobilière. Quand on n'a pas d'enfants et que le prix du logement ne bouge pas, cela permet de tolérer une austérité salariale un peu plus prononcée qu'en France.

Enfin, les Allemands ont été les grands gagnants de la chute du Mur ; ils ont ainsi pu réintégrer les pays d'Europe centrale et orientale dans leur système productif. Avant la chute du Mur, le pays à bas coût qui fournissait l'Allemagne en sous-traitance, c'était la France. Après, cela a été la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque, etc. Et cela fournit un avantage compétitif à l'industrie qui n'a rien à voir avec les réformes Schröder.

A. F. : Pauvre Schröder ! Comment lui imputer tout ce qui va mal, mais rien de ce qui va bien ? Il faut partir des faits. Le chômage atteignait 5 millions en 2005 lorsque la loi « Hartz IV », la plus controversée, a été mise en place. Aujourd'hui, il y a 2,3 millions de chômeurs. Le chômage de longue durée a été divisé par deux. Le chômage de masse a quasiment disparu.

Surtout, il faut souligner que le chômage ne baisse pas en vertu du déclin démographique de l'Allemagne. Les taux d'activité ont augmenté. La population occupée a augmenté de 6,5 % entre 2005 et 2012. Elle atteint un niveau record : 41,7 millions. Ensuite, la pauvreté et la précarité sont des phénomènes qui se sont produits avant les réformes Schröder et qui se sont stabilisés après.

Quel est pour vous le point le plus important des réformes du marché du travail dites « Hartz » ?

A. F. : Leur principal effet est d'augmenter l'incitation à entrer sur le marché du travail plutôt que de rester au chômage, quitte à accepter une baisse de revenu. Car la véritable cause de la précarité, c'est d'être exclu du marché du travail, ce que produisait l'Etat social non réformé.

Par ailleurs, les réformes ont permis de répondre aux transformations de la société allemande où les services constituent les deux tiers de l'activité. Il faut un système qui permette d'obtenir des revenus d'appoint, et aux travailleurs peu qualifiés d'avoir accès à un travail. Le marché du travail d'aujourd'hui n'est pas celui des années 1950, lorsque Monsieur travaillait dans l'industrie automobile et que Madame restait à la maison. Des femmes non qualifiées ont pu avoir accès à l'emploi marchand sans en être empêchées par des conditions réglementaires qui bloquent l'accès au travail ou les condamnent à travailler au noir.

Les réformes « Hartz » sont nées de cette idée : le mal qui nous ronge est lié à l'assistanat. Le mot a une connotation un peu moralisante. Mais, sur le plan économique, les gens sont rationnels. Donc s'il est plus « avantageux » de rester à la maison avec un revenu de compensation plutôt que de revenir sur le marché du travail, c'est ce qu'on appelle les trappes à inactivité. Au fond, les réformes ont voulu non démonter l'Etat social, mais le ramener à ses principes d'origine : les droits sont équilibrés par les devoirs.

G. D. : Gerhard Schröder était un grand admirateur du social-libéralisme de Tony Blair ou de Bill Clinton. Il voulait que l'on puisse « hire and fire » (embaucher et virer) plus facilement en Allemagne aussi : dans ce but, il a introduit l'intérim et diverses dispositions (minijobs, jobs à un euro...). Il a mis parallèlement une forte pression sur les chômeurs pour les obliger à travailler, notamment en étant très intrusif sur leur situation et leurs revenus.

Ce type de politique a créé de la pauvreté et de la précarité tout en affaiblissant le consensus social. Mais cela a permis aussi d'accompagner l'entrée des femmes sur le marché du travail, marquant ainsi une rupture avec le modèle familial ancien. On pense souvent en France que l'Allemagne est un pays de tradition sociale-démocrate assez proche de la Scandinavie. C'est tout à fait faux. C'est un pays très conservateur et cela se traduit notamment sur le plan des rapports hommes-femmes. Comme l'a dit Alain Fabre, le taux d'emploi des femmes est désormais très élevé en Allemagne. Mais cette entrée des femmes sur le marché du travail s'est faite de manière extraordinairement inégalitaire : l'Allemagne est un des pays d'Europe où l'écart de revenus entre les hommes et les femmes est le plus important sur le marché du travail.

Pourquoi s'intéresse-t-on de façon aussi passionnée au système allemand ?

G. D. : La référence au modèle allemand est instrumentalisée dans le débat public français : après le fiasco du modèle anglo-américain, les réformes Schröder ont servi de relais pour nous faire accepter la baisse du coût du travail, la flexibilisation du marché du travail et le recul des dépenses publiques.

A. F. : L'Allemagne est intéressante aujourd'hui, car elle montre qu'un niveau élevé de protection sociale est possible en Europe à l'heure de la mondialisation. Elle montre la réussite d'un système où la société gouverne l'Etat, contrairement à la France, où l'Etat gouverne la société. D'une certaine manière, l'Allemagne est un miroir un peu troublant du déclin social français. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ADRIEN DE TRICORNOT

Sur Lemonde.fr

Retrouvez le texte du débat dans son intégralité ainsi que des extraits vidéo